

ARRETE

P/2017/270102/axe1

**Portant attribution d'aides européennes
Fonds structurels et d'investissements européens
PO FEDER/FSE POITOU-CHARENTES – AXE 1**

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en vigueur depuis le 1er décembre 2009, modifié par la décision 2011/199/UE du Conseil européen du 25 mars 2011 et le rectificatif aux versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (2016/C 400/01);

VU le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil et son rectificatif publié au JOUE du 26 juillet 2016(200/140) ;

VU le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 ;

VU le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

VU le règlement (CE, EURATOM) n°2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995 relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;

VU le règlement (UE, EURATOM) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 du Conseil, et modifié par le règlement 547/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 ;

VU le règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

VU la décision de la Commission du 19 décembre 2013 n°C(2013) 9527 relative à l'établissement et à l'approbation des orientations pour la détermination des corrections financières à appliquer par la Commission aux dépenses financées par l'Union dans le cadre de la gestion partagée en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics ;

VU la décision d'adoption du programme opérationnel POITOU-CHARENTES FEDER-FSE de la Commission européenne du 12 décembre 2014 n° C(2014)9867.

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;

VU le décret n°2001-492 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à l'accusé de réception des demandes présentées aux autorités administratives ;

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;

VU le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

VU l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

VU la délibération 2014CR030 du Conseil Régional du 27 juin 2014 relative à la candidature de la Région pour être autorité de gestion des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

VU la délibération n°2016.5 SP du 4 janvier 2016 déléguant au Président du Conseil Régional d'Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes la responsabilité de procéder à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens pour lesquels la Région est autorité de gestion ;

VU l'avis émis par l'instance de consultation des partenaires en date du 27 janvier 2017 ;

Considérant :

- Que par délibération du 4 janvier 2016, le Conseil Régional a donné délégation à son Président pour l'attribution et la mise en œuvre des fonds européens dont il est autorisé de gestion,
- Que la consultation écrite du Comité de suivi du 6 septembre 2016 a validé la version consolidée des critères de sélection des opérations pour le PO FEDER/FSE POITOU-CHARENTES,

**LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL
ARRETE**

Article 1 :

Les subventions au titre de l'axe 1 du PO FEDER-FSE Poitou-Charentes présentées en annexe 1 sont attribuées aux bénéficiaires mentionnés.

Article 2 :

Le présent arrêté sera mis en œuvre au travers d'une convention signée par le bénéficiaire et le Président.

Article 3 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Fait à Bordeaux, le

3 0 JAN. 2017

Le Président de la Région Nouvelle-Aquitaine



Alain ROUSSET

Annexe 1 à l'arrêté du Président
N° d'arrêté
P/2017/270102/axe1



TABEAU RECAPITULATIF DES DOSSIERS RELEVANT DU PROGRAMME OPERATIONNEL FEDER/FSE POITOU-CHARENTES 2014-2020

Total des actions FEDER - Axe 1				5 dossier(s)		5 501 570,02 €	3 297 697,56 €	59,94%		
Porteur de projet	Objectif spécifique concerné	Intitulé du projet	Fonds concerné	Avis de l'Instance	Coût total retenu	Montant UE proposé	Taux UE	HT / TTC	Imputation	
Université de Poitiers	1.a.1 : Renforcer les capacités de la recherche dans les domaines d'activités stratégiques pour augmenter l'effort régional de recherche-développement	ECONAT : Chimie verte : travaux de recherche sur la biomasse et les catalyseurs pour la conception de molécules à forte valeur ajoutée	FEDER	Avis favorable	1 540 419,78	922 405,48	59,88%	HT	RIPUBFE4 : Recherche Publique Investissement	
Université de Poitiers	1.a.1 : Renforcer les capacités de la recherche dans les domaines d'activités stratégiques pour augmenter l'effort régional de recherche-développement	ECONAT : Ressource durable : programmes de recherche sur l'analyse des micropolluants dans l'eau et les sols, et acquisition d'équipements pour le Site Expérimentale Hydrogéologique (SEH)	FEDER	Avis favorable	1 206 554,65	723 932,79	60,00%	HT	RIPUBFE4 : Recherche Publique Investissement	
Université de Poitiers	1.a.1 : Renforcer les capacités de la recherche dans les domaines d'activités stratégiques pour augmenter l'effort régional de recherche-développement	ECONAT : BiodivUP Biodiversité, services écosystémiques et durabilité des activités économiques	FEDER	Avis favorable	1 163 584,03	696 752,75	59,88%	HT	RIPUBFE4 : Recherche Publique Investissement	
Université de Poitiers	1.a.1 : Renforcer les capacités de la recherche dans les domaines d'activités stratégiques pour augmenter l'effort régional de recherche-développement	INSECT1 : mise en place de 2 observatoires à destination des acteurs économiques et institutionnels sur le thème du changement climatique et sur les circuits-courts alimentaires	FEDER	Avis favorable	146 464,00	87 878,00	60,00%	HT	RFPUBFE4 : Recherche Publique Fonctionnement	
Université de La Rochelle	1.b.1 : Accroître l'innovation des entreprises	Sécurisation et Authentification des Diplômes (SeAD)	FEDER	Avis favorable	1 444 547,56	866 728,54	60,00%	HT	RFPUBFE4 : Recherche Publique Fonctionnement	